

d'une association plus étroite avec le Canada, qui, à cette époque, restait très attaché à la Grande-Bretagne, surtout en comparaison des États-Unis. Néanmoins, c'est le désir de rester indépendant qui prévalut à une écrasante majorité.

Lorsque l'adhésion à la confédération redevint une possibilité sérieuse, ce fut au gouvernement canadien de faire preuve de courtes vues. Cela se produisit en 1888, alors que sir John A. Macdonald, croyant voir dans les difficultés financières croissantes de Terre-Neuve la source possible d'un intérêt renouvelé pour une association avec le Canada, tenta d'organiser à Ottawa de nouvelles négociations sur la question.⁵ Cet effort avorta, mais sept ans plus tard, en 1895, sa situation financière ayant atteint un point critique, c'est Terre-Neuve elle-même qui pressentit Ottawa.

Sir Mackenzie Bowell était alors Premier ministre du Canada. Les nouvelles négociations échouèrent parce que le gouvernement canadien ne pouvait pas répondre aux exigences financières de Terre-Neuve sans, selon lui, concéder à la nouvelle province des avantages excessifs par rapport à ceux des autres provinces, notamment les provinces maritimes. Cette attitude présageait étrangement les doutes que Mackenzie King allait avoir deux générations plus tard, à la différence qu'à cette époque plus tardive, le système fédéral canadien aurait acquis suffisamment de souplesse pour laisser à l'imagination le soin de combler le fossé. En 1864, et encore plus en 1869, la souplesse avait fait défaut, mais pas l'imagination. En 1895, ni l'une ni l'autre n'étaient au rendez-vous, avec le résultat que, sur le plan de la politique pratique, l'idée de la confédération fut mise en veilleuse pendant un demi-siècle.

Mais la question n'en fut pas oubliée pour autant, du moins du côté canadien, et chaque fois qu'il en eut l'occasion, le gouvernement britannique ramena sur le tapis sa politique pro-confédération à laquelle il n'avait jamais renoncé. Une de ces occasions sembla se présenter en 1906, lorsque le gouvernement de Terre-Neuve dirigé par un farouche opposant de l'entrée dans la confédération, sir Robert Bond, rencontra ses premières difficultés politiques.

Partout en Amérique du Nord, c'était le temps des grosses fortunes et des magnats que ce soit dans les chemins de fer, les mines ou les banques. Dans certaines régions, y compris à Terre-Neuve, c'était aussi l'époque où religion et politique s'entremêlaient assez ouvertement, la ligne de démarcation s'établissant en général selon l'appartenance à la confession catholique ou protestante. Par ailleurs, le gouvernement britannique d'alors avait tendance à traiter les anciennes colonies, quel que soit leur niveau d'autonomie, de façon plutôt arbitraire pour tout ce qui touchait aux relations extérieures. Ainsi, il ne fallut pas longtemps au Gouverneur général du Canada et au Gouverneur de Terre-Neuve, ainsi qu'au gouvernement britannique par leur entremise, pour s'aviser qu'avec

⁵ Lors de cette initiative, Sir John avait été conseillé et encouragé par A. B. Morine qui, né en Nouvelle-Écosse, avait émigré à Terre-Neuve et avait vite embrassé la cause de la confédération. Il était le premier de nombreux promoteurs canadiens quelque peu étranges qui pendant les deux prochaines décennies, allaient promouvoir la confédération, la vente du Labrador ou autres propositions semblables qui pourraient leur assurer des bénéfices ou en produire pour les intérêts qu'ils représentaient secrètement.